l'étincelle
Pour la construction d'un parti des travailleurs communiste et révolutionnaire

« Travailleurs de tous les pays, unissons-nous ! » (Karl Marx)

CHS Novillars

Besançon, le 24/05/2021

Sur les cendres de Gaza, aucun peuple ne gagne

Alors que l'on compte 243 morts palestiniens et 12 israéliens après le conflit en Palestine, les applaudissements de la « diplomatie internationale » sont indécents. Ils le sont plus encore lorsque Macron se félicite du « rôle fondamental de l'Égypte » du dictateur Abdel Fattah al-Sissi. De Biden à Poutine, c'est un concert international de satisfaction, sans que soit dénoncée la situation d'apartheid dont sont victimes les Palestiniens, sans que la politique coloniale de l'État d'Israël ne soit remise en cause. On devrait se contenter de phrases creuses comme celle de l'Union européenne qui appelle à « une solution durable et juste dans les plus brefs délais ». Après 70 ans d'une succession de conflits et d'annexions, les Palestiniens savent ce qu'il en va des proclamations internationales. On sait aussi ce qu'il en va des dirigeants israéliens et palestiniens.

Le cessez-le-feu a été l'occasion de manifestations de satisfaction, tant de Netanyahou, qui annonce avoir « épuisé les cibles militaires identifiées », que du Hamas qui dit ressentir « l'euphorie de la victoire ». Mais qui sort gagnant de cette confrontation ? Sûrement pas le peuple palestinien, ni à Gaza, ni en Cisjordanie, ni en Israël. Les frappes « chirurgicales » de l'armée israélienne ont détruit 1 000 habitations et jusqu'à la plus grande librairie de Gaza et le coût des dégâts s'ajoute à ceux du blocus (qui dure depuis 14 ans) et de la guerre de 2014. Le Hamas sort peut-être provisoirement renforcé sur un plan intérieur pour avoir montré qu'il pouvait, à coup de roquettes, faire pression sur Israël. Cependant sa politique a aussi mis au second plan la révolte en cours de la population arabe.

La révolte : une arme contagieuse

Dans un contexte où l'armée intervenait régulièrement sur l'esplanade des Mosquées, expulsait des familles arabes au profit de colons juifs, où l'extrême droite suprémaciste juive défilait aux cris de « mort aux Arabes », la jeunesse palestinienne de Jérusalem-Est s'organisait. Ce mouvement contre le racisme anti-Arabes et la discrimination institutionnalisée avait déjà connu quelques victoires (ajournement des expulsions et interdiction d'une manifestation de l'extrême droite) et commençait à essaimer dans toute la Palestine.

C'est cette révolte qui unit ceux de Cisjordanie, de Gaza et les « Arabes israéliens », et elle seule, qui pourrait attirer la sympathie de la population pauvre israélienne qui en a assez des guerres et de la politique d'austérité de son gouvernement.

La guerre a provisoirement pris le devant de la scène. Mais le mouvement est toujours en cours, en témoignent les nombreuses manifestations partout dans les territoires occupés ou en Israël, la grève des travailleurs arabes du mardi 18 mai en étant une des expressions.

Manifestations dans le monde

Partout dans le monde, au moment des bombardements sur Gaza, des manifestations en soutien aux Palestiniens ont eu lieu. La vague de calomnies sur le caractère supposé antisémite des manifestants (calomnies du RN à une fraction de la gauche) n'a pas empêché l'expression de la solidarité internationale et la pression sur les soutiens à l'État colonial d'Israël.

Aux États-Unis, le principal soutien financier de l'État israélien, des milliers de personnes, y compris des membres d'organisations juives, ont défilé pour que stoppe l'agression contre Gaza.

En France, plus de 30 000 personnes ont bravé les interdictions de manifester.

La lutte en cours contre l'apartheid et la politique d'Israël concerne tous les travailleurs, y compris juifs. Seule une égalité totale entre Israéliens et Palestiniens, ainsi que la reconnaissance des droits nationaux de ces derniers, permettront l'émergence d'une solution.

Nouvelle crue dans les hôpitaux ?

Le 11 mai, 110 services de réanimation étaient en grève pour réclamer des hausses de salaire et l'amélioration des conditions de travail. Si le gouvernement communique sur « la décrue du nombre de patients en réanimation », il restait encore plus de 4 000 personnes dans ces services la semaine dernière. Soit une occupation de 80 % de leur capacité « normale ». Dans une quinzaine de départements, ce taux reste supérieur à 100 % !

La gestion de l'épidémie par le gouvernement a consisté à nous en demander toujours plus, et ses annonces – notamment les dernières en date sur les salaires – ont le don de beaucoup énerver ! La colère bouillonne. Le 18 mai, ce sont les techniciens de laboratoire qui étaient en grève. Le 29 mai, différents collectifs et syndicats appellent à une journée internationale de la santé. Le 10 juin, les psychologues s'y mettront aussi.

Souhaitons que la crue de la colère déborde et se coordonne dans les semaines qui viennent !

Des économies irrationnelles à l'hôpital

Une étude parue il y a peu dans la revue médicale *The Lancet* montrait ce que nous savons tous et nous évertuons à crier haut et fort depuis des années : des embauches supplémentaires réduisent la mortalité à l'hôpital, la durée des séjours et le nombre de réadmissions possibles.

Mais ce n'est pas tout : non seulement les conditions de travail seraient largement améliorées avec plus de personnel, mais la réduction des séjours entrainée générerait des économies sur le long terme ! Cette étude montre combien le mépris des gestionnaires pour nos conditions de travail les rend même aveugles à des économies possibles…

Compassion à bon compte

Macron a annoncé la prochaine création d'un statut de « Mort pour le service de la République » pour les soignants décédés du Covid-19, et leurs enfants seraient « pupilles de la nation ». Honorer les morts, ça n'est pas forcément une mauvaise chose. Mais combien de décès auraient-ils pu être évités si le personnel soignant avait pu bénéficier dès le début de masques, de gants et de surblouses ? Et si les infirmières et aides-soignantes étaient en nombre suffisant, dans les hôpitaux comme dans les Ehpad ?

Comble de mesquinerie, le gouvernement refuse toujours obstinément la reconnaissance en maladie professionnelle des 70 000 employés à l'hôpital et 55 000 en Ehpad et Institut médico-éducatif victimes du Covid. Il est vrai que cette simple mesure, pourtant élémentaire, coûterait de l'argent…

« À bientôt… »

Les intermittents qui occupaient le théâtre de l'Odéon ont quitté les lieux dimanche au petit matin. Depuis plusieurs jours, la direction du théâtre opère un véritable chantage à la réouverture. À les entendre, les occupants seraient responsables de la non-reprise des spectacles. Mais la réouverture fait partie de leurs revendications et ils ont proposé un mode d'organisation allant dans ce sens, que la direction s'est empressée de refuser !

Seulement, ils ne veulent pas que la vie reprenne comme avant, avec la même précarité pour tous les « intermittents de l'emploi » dont ils se sont fait les porte-paroles. Et c'est avec ça que le gouvernement veut en finir. Les occupants ont posé leurs valises au Centquatre, un espace culturel parisien. Ils préviennent les ministres du Travail et de la Culture : qu'elles s'attendent à des surprises !

En un combat douteux

Profitant du meurtre d'un policier, les syndicats de police se sont lancés dans une opération politique pour réclamer leur droit à la bavure. Tous les politiciens, du responsable RN Jordan Bardella, au chef du PCF Fabien Roussel, s'y sont précipités, jurant la main sur le cœur que les policiers devaient être intouchables. Nulle part dans le monde, avoir plus de flics, et mieux armés, n'a permis de réduire la violence et les trafics qui pourrissent en premier lieu les quartiers populaires. Bien au contraire.

Mais le sort de ces quartiers intéresse moins les politiciens que leur réélection.

Ceuta : le Maroc et l'Espagne contre les migrants, l'UE complice

Les 17 et 18 mai dernier, près de 8 000 migrants ont traversé la frontière hispano-marocaine dans l'enclave espagnole de Ceuta, 6 000 d'entre eux ont déjà été refoulés vers le Maroc.

L'Espagne avait accepté de soigner sur son territoire le chef du Polisario, groupe politique et armé réclamant l'indépendance du Sahara occidental actuellement sous contrôle marocain. En représailles, le Maroc a levé tous les contrôles aux frontières pendant deux jours. L'occasion de rappeler à l'Espagne que c'est le Maroc qui réprime les migrants pour le compte de l'Europe.

Les deux gouvernements font de la vie de milliers de personnes un jeu diplomatique, comme s'ils étaient une pièce sur leur échiquier, au mépris de tout respect de la dignité humaine. Il y aurait pourtant une solution simple pour déjouer ces sales calculs : que la France, entre autres, ouvre ses frontières aux migrants…

Pour nous écrire ou prendre contact, e-mail : etincelle25@free.fr
Notre site internet : https://www.convergencesrevolutionnaires.org/